



Frédéric GUILLOU

Cultivateur Exploitant

Responsable d'Organisation Syndicale Agricole

et d'Organisation Professionnelle

Membre du Bureau Fédéral du Parti Communiste Français

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



Marc MARILLAUD

Instituteur Public

Responsable d'Organisation Sportive

Membre du Comité Fédéral du Parti Communiste Français

SUPPLÉANT

Electrices, Electeurs,

Dans notre circulaire du 2 Mars 1967 nous **dénonçons** avec vigueur la situation désastreuse dans laquelle neuf ans de pouvoir gaulliste avaient plongé notre département de la Mayenne.

Nous rappelions que l'industrialisation dans la Mayenne s'était faite non pas dans l'intérêt de la population, mais pour le seul profit des sociétés capitalistes bénéficiant ici de privilèges plus scandaleux que partout ailleurs.

Nous mettions l'accent sur la situation économique et sociale déplorable des travailleurs des villes et des campagnes.

Les salaires étaient parmi les plus bas de France, de 35 % inférieurs en moyenne à ceux des mêmes catégories de la région parisienne. Une main-d'œuvre féminine et jeune était encore plus féroce exploitée, subissant des abattements de salaires allant jusqu'à 50 %. Cette situation était aggravée par des prix de loyers excessifs et des impôts très lourds.

● **Nous démontrions** que le bas niveau du pouvoir d'achat des travailleurs en Mayenne avait des conséquences désastreuses pour nos paysans, artisans et petits commerçants.

● **Nous réclamions** pour notre jeunesse, dans ce département sous scolarisé, une réforme démocratique de l'enseignement lui ouvrant des perspectives favorables d'avenir.

● **Nous mettions en garde** les Mayennaises et les Mayennais contre le danger de l'élection ou de la réélection de parlementaires au service des monopoles capitalistes et du gaullisme.

Le résultat ne s'est pas fait attendre. En moins d'un an la situation en Mayenne s'est aggravée, d'une part, avec les ordonnances sur la sécurité sociale, et, d'autre part, par l'application de la TVA et du marché commun.

Les trois députés de la Mayenne, satisfaits de la politique de Pompidou et de de Gaulle, n'ont pas voté la dernière motion de censure.

Ce sont les ouvriers, les paysans, les enseignants, les étudiants qui ont, avec force, condamné le pouvoir soutenu par MM. B. Denis, P. Buron et Fourmond.

Plus de 15.000 travailleurs mayennais de l'industrie, du bâtiment, du commerce, de la fonction publique, de l'enseignement, etc... se sont mis en grève et ont manifesté, dans l'unité avec les paysans et la jeunesse studieuse. Ils ont arraché au patronat et à l'état-patron des avantages considérables dans un département où il y avait encore des salaires inférieurs au SMIG. Pour parfaire leur victoire ils chasseront les représentants du pouvoir gaulliste qui les représentaient à l'Assemblée Nationale et voteront pour les candidats communistes qui tout au long des grèves et des manifestations ont combattu parmi eux.

ELECTRICES, ELECTEURS,

*Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles soulève les couches laborieuses de la nation.
Des usines, des bureaux, des Universités, monte l'espérance de changements politiques profonds.
Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.
Vous êtes appelés, le 23 juin, à élire votre député.*

**

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, enseignants, paysans sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué, pendant 10 ans, une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché, au pouvoir et au patronat, des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action, menée avec sang-froid, dans le calme et avec le soutien actif du P.C.F. ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

En dénonçant les provocations et la violence des groupes « gauchistes » en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont évité de grands malheurs à notre pays ; ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière, ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois, le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la grande révolution française, le drapeau de la nation.

**

Voter pour les candidats communistes, c'est exiger que soit durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuels et intellectuels.

**

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le P.C.F. soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du gouvernement sur l'ensemble des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

● **Dans l'ordre économique**, il s'affirme pour une véritable expansion, la nationalisation des grands monopoles ; la gestion démocratique, la réduction des dépenses improductives (force de frappe), pour une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix, la revalorisation et la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement.

● **Dans l'ordre social** : il met l'accent sur l'augmentation des salaires, retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la Sécurité Sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan, la refonte profonde d'une Université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F.

● **Dans l'ordre international** : il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés et récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité politique et de développement.

Le P.C.F. réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la république démocratique du Viet-Nam et un règlement politique du conflit assurant au peuple Viet-Namien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste, c'est approuver le programme de démocratie et de progrès social qui correspond à l'aspiration de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France, c'est se prononcer pour la démocratie et le socialisme.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver du naufrage leur régime de pouvoir personnel.

D'autres politiciens sont à la recherche d'une prétendue « 3^e force » qui nous ramènerait à l'insuffisance et au passé.

Il est vrai que le P.C.F. est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre gaullisme et communisme. Il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le P.C.F. est partie intégrante.

Le P.C.F. ne revendique pas pour lui seul le pouvoir.

Il est pour un gouvernement populaire et d'union démocratique, s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

◆ **Pour faire échec à la dictature gaulliste ;**

◆ **Pour la défense des libertés ;**

◆ **Pour une politique de progrès social ;**

◆ **Pour la démocratie et pour le socialisme ;**

◆ **Pour l'indépendance nationale et la Paix ;**

Pour faire triompher ce programme, le P.C.F. vous demande d'approuver sa claire politique d'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques en **VOTANT MASSIVEMENT, DÈS LE PREMIER TOUR.**

Vu : les Candidats.

Pour Frédéric GUILLOU

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.